

VOIX DU MONDE RURAL

2013/02 N°110

Le désarmement : pour la paix et le développement

Sommaire

Rédacteur en chef:

George Dixon
FERNANDEZ

Secrétariat:

FIMARC aisbl
rue Jaumain 15
5330 ASSESSE
BELGIQUE

Tél/Fax: +32-83-656236
www.fimarc.org
fimarc@skynet.be

Compte bancaire:

ING 310-0756026-94
IBAN
BE87 3100 7560 2694
BIC/SWIFT
BBRUBEBB

Mise en page:

FIMARC aisbl

Photos & Dessins:

FIMARC aisbl
sauf mention spéciale

Abonnement:

15,00 €/an

Parution:

33^e année

Impression:

FIMARC aisbl

Editorial	3
Le désarmement : pour la paix et le développement	5
Déclaration finale du Comité Exécutif de la FIMARC à l'EXCO 2013	13
Nouvelles de la Coordination	15

*En couverture : "le revolver noué" (Knotted gun)
statue de l'artiste suédois, Carl Fredrik Reuterswård,
devant le siège de l'ONU à New York*

Périodique publié en quatre langues par la FIMARC, qui
donne un écho de la vie du monde rural et de l'action des
Mouvements membres ou non de la Fédération

© FIMARC



Chers lecteurs de VMR,

Recevez nos meilleures salutations depuis le secrétariat international.

Ce numéro de VMR adressera un des enjeux les plus critiques de nos jours, c'est-à-dire celui du désarmement pour la paix et le développement. Le dossier qui y est consacré devrait vous fournir une analyse indépendante de la réalité actuelle du commerce des armes, du terrorisme, des guerres et des conflits mais surtout des appels pour le désarmement.

Le désarmement consiste dans la réduction, la limitation ou l'abolition des armes. On entend généralement parler de désarmement quand il s'agit de l'élimination totale des armes de destruction massive comme par exemple des armes nucléaires. Mais le désarmement général et complet se réfère à l'élimination de tout l'armement, y compris des armes conventionnelles.

Les armes nucléaires sont un réel problème de nos jours. Il existe environ 30.000 armes nucléaires dans le monde, qui sont aux mains de 9 pays: les Etats Unis, la Fédération de Russie, le Royaume unis, la France, la Chine, Israël, le Pakistan et la Corée du Nord. Plus de 1.500 de ces armes sont prêtes à être tirées au moindre avis, 24 heures par jour, 7 jours sur 7. Un simple tir d'approximativement 50 à 100 armes nucléaires serait suffisant pour plonger le monde dans un dramatique changement climatique qui pourrait détruire la possibilité mondiale de produire de la nourriture.

Le hit parade des 5 nations qui profitent de ce commerce des armes sont les 5 membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies: les Etats Unis, la France, la Russie, le Royaume Uni et la Chine. De 1998 à 2001, les Etats Unis, le Royaume Uni et la France ont gagné plus d'argent de ce commerce des armes pour développer leur propre pays que ce qu'ils ont donné pour l'aide humanitaire.

Les dépenses globales militaires tournent autour 1,7 trillions de dollars par an. Cette somme correspond à 2,6% du produit intérieur brut mondial, ce qui représente grosso modo une dépense de 236 dollar par an pour chaque personne dans le monde. Les Etats Unis, avec son budget massif de dépenses en cette matière, est le déterminant principal de cette tendance mondiale actuelle et ses dépenses militaires sont de l'ordre de 41% des dépenses actuelles mondiales.

Le 2 avril 2013, l'Assemblée générale des Nations Unies ont adopté »Le Traité de Commerce des armes de référence« réglementant le commerce international dans des armes conventionnelles, des armes légères aux tanks de combat, des avions de combat aux navires de guerre. Le traité vise à favoriser la paix et la sécurité en mettant fin aux armes de déstabilisation entraînant des conflits régionaux. Il empêchera les auteurs d'abus des droits de l'homme et les violeurs de la loi de guerre de se fournir en armes. Et il aidera à garder les chefs militaires, les pirates et les gangs de se fournir de ces outils mortels.

«Comme la guerre commence dans l'esprit des gens, c'est dans l'esprit de ces hommes que les défenses pour la paix doivent être construites». Ces lignes sont les lignes qui figurent en introduction de la Constitution de l'UNESCO. Pour être durable, la paix doit commencer par la dignité de chaque homme et de chaque femme. Elle doit être nourrie par leurs droits, leur accomplissement et leurs aspirations. La paix est en engagement pour un futur meilleur et elle commence aujourd'hui sur la base de valeurs partagées, par le dialogue, la tolérance, le respect et la compréhension mutuelle. La paix ne peut pas durer si des millions de personnes restent privées de justice économique, sociale et environnementale.

Semons donc les grains de paix dans les cœurs humains.

Bonne lecture

*George Dixon FERNANDEZ
Secrétaire général*



Le désarmement : pour la paix et le développement

La perspective d'un monde où l'ensemble des nations vivront en harmonie, où les moyens de destruction seront transformés en moyens de production pour le bien-être de l'humanité, et où la paix engendrera la sérénité, cette perspective-là est presque aussi vieille que la guerre. C'est ce qu'atteste la Bible, par exemple :

"Martelant leurs épées, ils forgeront des socs pour leurs charrues, et, de leurs lances, ils feront des faucilles. Plus aucune nation ne brandira l'épée contre une autre nation, et l'on n'apprendra plus la guerre. Chacun habitera en paix sous sa vigne et sous son figuier, et il n'y aura personne qui puisse le troubler" (Michée, 4:1-8).

*Extrait de "Un monde en paix et désarmé : un simple rêve ?"
La perspective d'un monde où les nations vivront en harmonie"
Par Gilbert Achcar, professeur de sciences politiques*

UN CONSTAT

Chaque jour, selon la FAO, près de 35.000 enfants meurent de faim. En 2007, le montant des dépenses militaires annuelles dans le monde s'élevait à 1.339 milliards de dollars, contre 19 milliards alloués à lutter contre la faim et la malnutrition. C'est un génocide sans pareil auquel, noyé par des tonnes d'informations, nous restons trop souvent indifférents. Et pourtant il existe des moyens mais ceux-ci ne sont pas affectés en priorité à cette lutte contre la faim et la malnutrition. Et pourtant, il est clair et assez évident que sans la paix, aucun développement ne sera possible. Il n'existe pas de meilleur bouillon de culture de la radicalisation, de l'antipathie et de l'agressivité que l'humiliation et l'exclusion. Les guerres ruinent les économies nationales, entraînent des populations entières vers l'exil, les plongent dans la faim et l'angoisse. La conquête de certaines terres, de manière violente parfois, pour de purs intérêts économiques, génère une spirale de violence, d'actions et de réactions, d'interventions et de représailles..

Mais rien ne justifie ni les attentats, ni la violence. Tous les terrorismes, tous les actes de barbarie, toutes les tortures sont à condamner fermement. Les guerres sont des tragédies pour tous les peuples et généralement ce sont les victimes civiles, particulièrement les femmes et les enfants qui y paient le plus lourd tribut.

Face à cela, que faire ?

De plus en plus de voix s'élèvent un peu partout dans le monde, qu'elles émanent d'instances officielles des Nations Unies, de dirigeants de pays ou encore de la société civile pour en appeler au désarmement sous toutes ses formes.

Le désarmement est le processus par lequel un Etat s'engage à réduire ou à détruire en totalité son parc d'arme à vocation militaire. Il est en général mené dans le cadre d'un accord bilatéral ou multilatéral. Il correspond à une volonté de réduire les risques de conflit, dans une vision raisonnée du pacifisme. C'est un acte politique fort, tant sur le plan national que sur la scène internationale, pouvant engendrer une opposition farouche...

Le désarmement général et complet – ou l'élimination progressive des armes de destruction massive – est l'un des objectifs que s'est fixé l'ONU. En effet, éliminer le danger de la guerre, en particulier de la guerre nucléaire, et mettre en œuvre des mesures destinées à arrêter et à inverser la course aux armements est au cœur des efforts de l'Organisation. L'ONU a donné la priorité à la réduction, puis à l'élimination des armes nucléaires, à la destruction des armes chimiques et au renforcement des interdictions des armes biologiques.

Mais, le désarmement extérieur passe aussi par le désarmement intérieur. La volonté politique seule ne suffira pas si nous ne faisons pas nôtres ces paroles du Dalaï Lama qui ajoute : *«Le seul vrai garant de la paix est en soi»*.



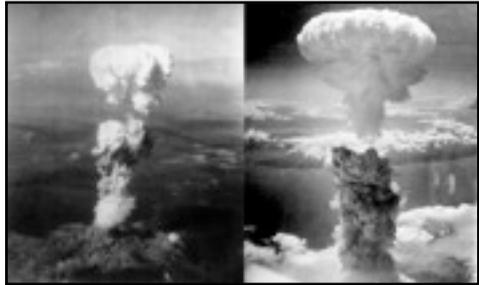
LES DIFFÉRENTS TYPES D'ARMEMENTS

Les armes de destruction massive sont des armes conçues pour tuer une grande quantité de personnes, en visant aussi bien les civils que les militaires. Ces armes ne sont en général pas utilisées sur un objectif très précis, mais plutôt sur une zone étendue d'un rayon dépassant le kilomètre, avec des effets dévastateurs sur les personnes, l'infrastructure et l'environnement.

De par leur action non sélective, «massive», et leurs effets de longue durée, ces armes constituent un risque d'extermination des populations, y compris chez l'attaquant en cas de représailles par armes de destruction massive si le pays cible en dispose également. Elles sont donc très liées au concept de dissuasion, et constitue le degré ultime de l'armement, avec des implications lourdes en politique étrangère.

Les armes nucléaires:

Leurs effets étant plus destructeurs et prévisibles que ceux des armes chimiques et biologiques, les armes nucléaires sont considérées comme plus fiables et peut-être même plus crédibles que les autres. Elles évoquent peut-être aussi une certaine idée de «prestige», ce qui peut s'expliquer par la prouesse technologique que représente la maîtrise de ces armes et par le fait qu'elles ont été associées exclusivement aux grandes puissances.



Hiroshima et Nagasaki - Août 1945

Les armes chimiques:

Elles sont utilisables dans des attaques terroristes contre des civils. De plus, leur mise au point, fabrication et entretien sont nettement plus faciles et coûtent beaucoup moins cher que ceux des armes nucléaires. Il n'empêche que, d'un point de vue militaire, les armes chimiques sont inférieures aux armes nucléaires en raison de leurs effets imprévisibles et des autres inconvénients. Les armes chimiques sont toutefois interdites par le droit international depuis 1993.



Les armes biologiques:

Elles sont encore plus faciles à fabriquer que les armes chimiques ou nucléaires et coûtent beaucoup moins cher. Tout pays ou tout groupe déterminé à fabriquer un agent biologique peut probablement le faire avec un investissement minimal et, même si la diffusion des agents biologiques est difficile, certains moyens de dissémination peuvent être obtenus assez facilement. Leur utilisation est interdite par une convention internationale depuis 1925, et leur mise au point et leur possession depuis 1972.



*Symbole international
de contamination biologique*

Questions pour les groupes et les mouvements :

- *Quelle est la situation de l'armement dans votre pays ?*
- *Quelle est la politique de votre pays en matière d'armement ?*



LE DÉSARMEMENT POURQUOI ?

Comme nous le mentionnions ci-dessus, la paix et le développement ne pourront intervenir que si les pays, les régions acceptent de désarmer et de vivre dans une meilleure entente. Les obstacles sont néanmoins nombreux, étant donné qu'au cours des années, les pays se sont armés pour se faire « respecter » de leurs voisins, se sont pour certains dotés de la bombe atomique brandissant cette arme comme menace ultime en cas d'agression. Nous sommes donc dans cette spirale qui voudrait le désarmement mais pour cela, il faut que tous les pays acceptent ce principe et jouent le jeu, ce qui n'est pas gagné !

La position des Nations Unies

L'intérêt d'une approche régionale du désarmement a été reconnu il y a près de 30 ans. Un Groupe d'experts gouvernementaux nommés par le Secrétaire général des Nations Unies a conclu dès 1981 qu'il existait un potentiel vaste et, dans une large mesure, inexploré pour progresser dans le domaine du désarmement si l'approche mondiale était complétée par des efforts déterminés et systématiques au niveau des différentes régions.

Le Groupe d'experts est parvenu à la conclusion que les progrès en matière de désarmement régional, la solution équitable aux problèmes et le règlement juste des conflits au niveau régional, accompagnés de mesures de renforcement de la confiance, permettraient de promouvoir le désarmement et d'atténuer les tensions au niveau mondial.

À la fin de son examen de cette question, en 1993, la Commission du désarmement des Nations Unies a adopté des directives et recommandations concernant des approches régionales du désarmement. La Commission a conclu que les approches

régionales et mondiales du désarmement et de la limitation des armements étaient complémentaires et que les deux démarches devaient être entreprises simultanément pour promouvoir la paix et de la sécurité régionales et internationales.

Au cours des années, dans les différentes instances qui s'occupent de cette question du désarmement, les travaux ont permis d'aboutir en avril dernier à un «traité sur le commerce des armes». Adopté le 2 avril par l'assemblée générale, la communauté internationale s'est dotée pour la première fois de normes visant à réglementer le commerce international d'armes classiques et de munitions.

Ce Traité sur le commerce des armes entrera en vigueur 90 jours après que 50 États auront déposé leur instrument de ratification (ou d'acceptation ou d'approbation). Au niveau national, une fois qu'ils l'auront ratifié, les États parties devront prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre en œuvre ses dispositions et désigner les autorités nationales compétentes afin de disposer d'un régime de contrôle national efficace et transparent.



La position de l'Eglise

Renverser la tendance actuelle de la course aux armements comprend une lutte parallèle sur deux fronts: d'une part, une lutte immédiate et urgente des gouvernements pour réduire progressivement et équitablement les armements, d'autre part, une lutte plus patiente mais non moins nécessaire au niveau de la conscience des peuples pour s'en prendre à la cause éthique de l'insécurité génératrice de violence, à savoir les inégalités matérielles et spirituelles de notre monde.

(Message du Pape Jean Paul II à la Session extraordinaire de l'AG des Nations Unies sur le désarmement).

Que ce soit Jean Paul 2, ou d'autres Papes avant lui et certainement le St Père, le Pape François, la position de l'Eglise est claire, en faveur d'un désarmement mais accompagné très clairement de mesures pour plus de justice économique et sociale.



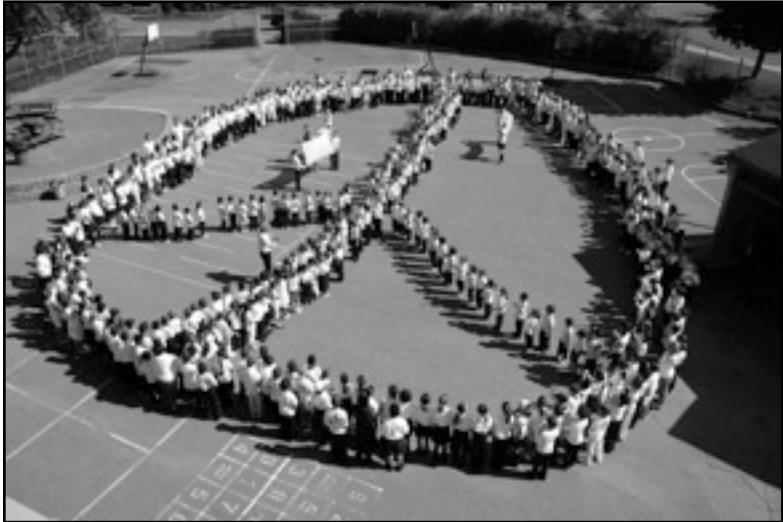
La position de la société civile

Nombreux sont les acteurs qui agissent concrètement sur des objectifs de développement économique et social parmi les réseaux denses d'organisations de développement et de solidarités, les organisations syndicales, les collectivités locales, aux côtés des diverses agences de l'ONU et autres institutions internationales. L'enjeu est de convaincre tous ces acteurs que l'action pour le développement ou la justice sociale est constitutive et doit s'inscrire dans un Mouvement mondial pour la culture de paix. Beaucoup sont déjà persuadés que l'action pour combattre la pauvreté et promouvoir le développement est une manière de travailler à la prévention des conflits, à la stabilité des pays, à la construction d'une paix durable. L'enjeu est que chacun comprenne qu'il travaille dans la même direction, celle d'un monde plus juste, plus coopératif, un monde développant une culture de paix. *«La culture de la paix, c'est aussi le développement économique»* Daniel Durand

Stéphane Hessel et Albert Jacquard conjuguent leurs voix pour lancer un appel pour le désarmement nucléaire total: *«Sachant que certains de nos dirigeants dans le monde continuent à préparer les conditions d'une guerre nucléaire qui pourrait à tout moment être déclenchée, soit intentionnellement soit par erreur, chacun de nous, dans la mesure où il ne ferait pas tout ce qui est en son pouvoir pour les en empêcher, se rendrait coresponsable de ce crime immense contre l'Humanité. Parce que l'existence de ces armes menace le destin de l'Humanité. Parce que les arsenaux du monde entier contiennent l'équivalent de 600 000 bombes de la puissance de celle d'Hiroshima. Parce que l'Inde, le Pakistan, Israël et la Corée du Nord détiennent ces armes dans un contexte géopolitique d'une extrême fragilité. Parce qu'avec l'avènement de l'ère nucléaire militaire, toute force de dissuasion, tout équilibre de la terreur, sont devenus de tragiques illusions. Parce qu'il n'est pas trop tard, et qu'une prise de conscience et une sensibilisation du public s'imposent».*

Questions pour les groupes et les mouvements :

- Quelle est la position de votre mouvement, de votre groupe quand au désarmement ?
- Participez-vous à des associations, à des manifestations qui militent pour la paix ?



Symbole de la paix formé par une chaîne humaine

ET NOUS, QUE POUVONS-NOUS FAIRE ?

Face à ce gigantesque problème du désarmement, nous nous sentons quelques fois très démunis et il est assez difficile sans doute d'entrer dans ce débat qui nous dépassent par ses enjeux géo-politiques et économiques. Toutefois, il ne faut pas se décourager. Au cours des années, des progrès ont été accomplis et ont donné lieu à de nombreux textes, traités, conventions visant à l'abolition de l'usage de certaines armes ou encore donnant la possibilité d'entrer en négociation pour dans un premier temps réduire la prolifération de certaines armes.

A notre niveau, nous pouvons participer aux mouvements pour la paix qui existent nombreux de par le monde. Régulièrement, ils organisent marches pour la paix, manifestations ou publient des textes que nous pouvons largement diffuser autour de nous et dans nos mouvements.

Et ne l'oublions pas, le désarmement doit aller de pair avec plus de justice sociale, économique et environnementale. Chaque fois que nous posons un geste pour faire advenir ces conditions, nous sommes dans la bonne direction. **La prévention des conflits armés des Nations Unies basée sur le développement : "lutter contre la pauvreté** permettra non seulement de sauver des millions de vies humaines mais encore de donner aux États les moyens de combattre le terrorisme, la criminalité organisée et la prolifération. Le développement renforce notre sécurité à tous."



Déclaration finale du Comite exécutif de la FIMARC

Alternatives pour repenser le développement

Les Membres du Comité Exécutif de la FIMARC se sont réunis du 25 au 29 avril 2013, à ASSESSE (Belgique). Thème de la session de travail: «Repenser le développement lors de crises globales multiples; solutions et alternatives». Ces journées de formation avaient aussi pour objectif d'élaborer le thème de la future rencontre mondiale qui aura lieu en mai 2014, en Allemagne et marquera les 50 ans de la FIMARC. Des personnes ressources sont intervenues en proposant des chemins alternatifs pour un développement plus humain.

Dans tous les continents, l'économie néo-libérale de profits à tous prix, pour une minorité (marchandisation de l'agriculture), met en danger l'avenir de la vie rurale; conséquences: individualisme, migrations des jeunes vers l'extérieur des pays et des continents, consumérisme, modes de vie imposés de l'extérieur, manque d'infrastructures.

Pour un avenir meilleur des ruraux, l'organisation collective est une nécessité de même qu'une alliance producteurs-consommateurs et des prix rémunérateurs pour les produits.

La corruption de nombreux dirigeants gangrène les sociétés et entretient les dictatures. La ruralité, méconnue des politiques, tous urbains d'origine, n'est jamais ni valorisée ni soutenue. Les Etats, eux-mêmes, vendent leurs terres à des multinationales chinoises, indiennes etc, qui viennent y produire, à grande échelle, des cultures industrielles, étrangères aux paysans, (accaparement des terres). L'économie de certains pays(imposée par les organisations financières internationales) ne leur permet plus d'assurer les droits fondamentaux, comme l'alimentation, la santé ou l'éducation.

Assurons nous que les aides venant de l'Etranger (Etats, ONGs...) ne soient pas détournées et soutenons les sociétés civiles, seules capables de mettre en place une autre gouvernance.

A cause des prix agricoles très bas, les paysans empruntent pour acheter les intrants; ils ne peuvent pas rembourser et sont ainsi, obligés de vendre leur terres et parfois se suicident. Cela provoque un exode rural vers les bidonvilles. Sensibilisons et formons les paysans aux bienfaits du système coopératif.

En Europe, il n'y a plus un monde rural mais des mondes ruraux, aussi bien sur des territoires isolés qu'en périphérie urbaine. Tenons compte de ces nouvelles données sociologiques, pour établir de nouveaux rapports entre la ville et la campagne. Au plan agricole, la tendance actuelle est à l'agrandissement des exploitations. On profite au maximum des aides de l'Union Européenne. Soutenons l'agriculture paysanne, plus à même de renforcer les liens entre producteurs et consommateurs.

Voici quelques propositions d'alternatives

1) Afin de relever, dès maintenant, les défis de la ruralité:

- Affirmons avec force l'expression de notre identité rurale par nos valeurs solidaires et relationnelles.
- Prenons en compte la jeunesse dans tous les choix politiques de nos territoires, l'éducation et la formation, les loisirs, les sports.....
- Agissons pour faire respecter, défendre et valoriser les droits des paysannes (en Amérique Latine, 40% des exploitants agricoles sont des femmes).
- Participons activement au développement des services collectifs de proximité, pour répondre aux besoins des populations rurales: la santé, les transports, l'animation culturelle.....
- Développons la souveraineté alimentaire de nos territoires ruraux, sur la base d'une agriculture relocalisée.

2) Afin de relever, dès maintenant, les défis de l'agriculture pour une alimentation suffisante et de qualité pour tous:

- Affirmons avec force la vocation première de l'agriculture qui est de nourrir les hommes.
- Défendons les droits des paysans et des paysannes dans l'accès aux ressources naturelles: la terre, l'eau, les semences.....
- Encourageons les systèmes de production agro-écologiques durables préservant la santé humaine, l'identité de nos communautés, l'environnement et la biodiversité, créateurs d'emploi.
- Renforçons les circuits alimentaires de proximité: les marchés locaux, les filières courtes comme les AMAPs (Association d'aide au Maintien de l'Agriculture Paysanne) en France ou les Marchés Directs, en Corée du Sud (directement du producteur aux consommateurs) etc.....

Notre espoir réside entre nos mains: nos connaissances concrètes afin de créer de véritables alternatives pour un autre développement, nos ressources humaines et nos valeurs communautaires.

Le Comité Exécutif de la FIMARC
Assesse, le 29 avril 2013.



Nouvelles de la Coordination

Assemblée mondiale de la FIMARC

La FIMARC a été fondée en 1964 à Fatima au Portugal et 2014 sera une nouvelle pierre à la construction de l'histoire de la FIMARC. La Rencontre mondiale aura lieu à la Maison Rurale de Volkersburg qui se situe à 80 kms de la ville de Wurzburg en Allemagne. Notre mouvement membre, le KLB accueillera cette 14^{ème} Assemblée mondiale qui verra le 50^{ème} anniversaire de la fondation de la FIMARC.

Le thème de la Rencontre Mondiale 2014, sera «**En ces temps de crises globale, ouvrons le chemin d'un développement alternatif**» et **le slogan** en sera «**Démocratie, autonomie et dignité pour tous**».

Un séminaire international, des visites d'immersion, des assemblées mondiales et continentales, la participation aux journées catholiques allemandes, des débats, des conférences publiques et les célébrations du 50^e anniversaire de la FIMARC seront au menu de cette Rencontre mondiale de 2014.

Je demande instamment aux mouvements et aux membres de commencer à se préparer pour cette Rencontre Mondiale et pour le 50^{ème} anniversaire de la FIMARC.

J'espère recevoir votre soutien total pour le succès et la mise en œuvre de ce grand événement. Vous recevrez rapidement plus d'information à ce sujet.

Des nouvelles de l'organisation DESECE du Kenya

L'atelier résidentiel sur l'agriculture organique organisé par DESECE/KIDEP a eu lieu au Centre de formation agricole Mabanga (ATC).

Récemment des pluies torrentielles, voir des inondations, ont causé de gros dommages et un nombre important de paysans a perdu leurs récoltes. Heureusement, celles qui ont pu être sauvées se portent bien. Le staff de terrain de l'organisation DESECE, sur leur moto, ont été fort occupés à aider les paysans à replanter des semences à croissance rapide pour assurer une nourriture suffisante aux familles.

Cette année, DESECE a organisé 2 ateliers résidentiels en agriculture organique. Le nombre de paysans qui y étaient attendus étaient de 38 mais vu la demande importante des paysans ce sont plus de 45 personnes qui ont assisté à ces 5 jours de formation pour chacune des sessions.



*Participants à l'atelier résidentiel sur l'agriculture organique
organisé par DECESE au Centre ATC à Mabanga, Kenya 2013
(photo DECESE)*



PUBLIE PAR

Fédération Internationale des Mouvements d'Adultes Ruraux Catholiques
Federación Internacional de los Movimientos de Adultos Rurales Católicos
Federação Internacional dos Movimentos de Adultos Rurais Católicos
International Federation of Rural Adult Catholic Movements

Editeur responsable

George Dixon FERNANDEZ, rue Jaumain 15 - 5330 ASSESSE (BELGIQUE)